



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1210
22 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 22 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ÉTHIOPIE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un communiqué publié le 17 décembre 1998 à Ouagadougou (Burkina Faso) par l'Organe central du Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits de l'Organisation de l'unité africaine à sa quatrième session ordinaire, tenue au niveau des chefs d'État et de gouvernement (voir annexe I), ainsi qu'une déclaration impromptue prononcée par le Premier Ministre éthiopien, M. Meles Zenawi, au quatrième Sommet de l'Organe central, le 17 décembre 1998 (voir annexe II).

Je vous serais obligé de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Duri MOHAMMED

Annexe I

COMMUNIQUÉ PUBLIÉ LE 17 DÉCEMBRE 1998 PAR L'ORGANE CENTRAL DU
MÉCANISME POUR LA PRÉVENTION, LA GESTION ET LE RÈGLEMENT DES
CONFLITS DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE À SA
QUATRIÈME SESSION ORDINAIRE TENUE AU NIVEAU DES CHEFS
D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

L'Organe central du mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) a tenu sa quatrième session ordinaire au niveau des chefs d'État et de gouvernement à Ouagadougou, le 17 décembre 1998. La session a été présidée par S. E. Blaise Compaore, Président du Burkina Faso et Président en exercice de l'OUA. À l'issue de ses travaux, l'Organe central a adopté le texte ci-après :

Différend entre l'Érythrée et l'Éthiopie

L'Organe central a examiné le rapport de la délégation de haut niveau de l'OUA sur le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Il a félicité la délégation des efforts louables qu'elle avait déployés afin de promouvoir un règlement pacifique et global du différend.

L'Organe central a pris note des positions respectives des deux parties concernant les propositions de la délégation de haut niveau.

L'Organe central a approuvé les propositions relatives à un accord-cadre soumises aux deux parties par la délégation de haut niveau de l'OUA, qui constituent un cadre approprié pour le règlement du différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

L'Organe central souhaite remercier les deux parties de la confiance qu'elles ont placée dans l'OUA et de la coopération qu'elles ont offerte à la délégation de haut niveau de l'OUA dans l'exécution de son mandat ainsi que pour la modération dont elles ont fait preuve.

L'Organe central prie instamment la délégation de haut niveau de l'OUA de rester saisie du différend et demande aux deux parties de continuer à coopérer avec la délégation afin de créer les conditions nécessaires à l'application rapide de l'accord-cadre. L'Organe central exhorte également les deux parties à continuer de faire preuve de modération.

Annexe II

DÉCLARATION IMPROMPTUE PRONONCÉE PAR LE PREMIER MINISTRE ÉTHIOPIEN,
M. MELES ZENAWI, LE 17 DÉCEMBRE 1998, AU QUATRIÈME SOMMET DE
L'ORGANE CENTRAL DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE
(TRANSCRIPTION)

Dans son introduction, le Président a déclaré que l'Afrique devait résoudre ses problèmes sur une base neutre et objective et dans le respect des principes énoncés dans la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Jusqu'au 6 mai 1998, l'Éthiopie et l'Érythrée étaient considérées à tort par la plupart des membres de l'Organisation comme des pays amis car le différend qui les séparait était traité pacifiquement, par la voie des négociations.

Ce jour-là, les relations entre les deux pays ont été bouleversées. Trois ou quatre jours après que se soit réunie à Addis-Abeba la Commission mixte Éthiopie-Érythrée sur la question frontalière – la dernière réunion de la Commission mixte à laquelle la délégation érythréenne ait été dirigée par le Ministre de la défense – les tanks érythréens ont pénétré sur notre territoire, occupé des régions dont l'Érythrée prétendait qu'elles lui appartenaient, chassé l'administration en place – alors qu'elle avait été constituée à la suite d'élections, conformément à notre constitution – provoqué le déplacement de près de 250 000 personnes et créé une nouvelle crise là où il n'y avait jusqu'à présent qu'un différend frontalier normal, un différend en voie d'être réglé pacifiquement sur la base de l'intangibilité des frontières coloniales. La nature du différend avait changé. Nous avons désormais affaire à une agression contre un pays voisin. À ce stade, nous avons dit non! Ce genre d'action est inacceptable, contraire à la Charte de l'OUA et aux principes reconnus du droit international. L'usage de la force n'a jamais permis de régler un différend frontalier et la force ne devrait jamais être employée à cette fin.

Les différends frontaliers sont malheureusement une réalité sur tout le continent et nous devons nous efforcer d'y apporter des solutions pacifiques. Tirer prétexte d'un différend frontalier pour envahir un pays voisin, cela change complètement les données du problème. Nous avons donc demandé au Gouvernement érythréen de se retirer du territoire qu'il avait occupé par la force et sommes convenus de résoudre le problème pacifiquement en faisant notamment appel à une médiation internationale, en vue de fixer le tracé de nos frontières.

Nous avons demandé l'aide de nos amis communs, le Rwanda et les États-Unis d'Amérique, qui, à l'issue de discussions prolongées, ont soumis une proposition. Cette proposition était conforme aux principes de l'OUA, à savoir qu'elle affirmait clairement que le différend frontalier ne devait en aucun cas être réglé par la force. Le différend devant être réglé pacifiquement, les médiateurs ont déclaré que la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie devait être délimitée sur la base des traités coloniaux. Ils ont ajouté que pour ce faire un autre principe du droit international devait être respecté, à savoir que l'agression ne paie pas et ne doit pas payer. Ils ont donc conclu, sur la base du droit international, qu'en la circonstance, ce qui avait été fait par la force devait être défait et qu'il fallait par conséquent retourner au statu quo ante. Les forces érythréennes doivent se retirer des zones qu'elles ont

/...

occupées et l'administration - éthiopienne - dûment constituée qui était en place lorsque les tanks érythréens ont pénétré en Éthiopie doit être rétablie. Le différend frontalier pourra alors être réglé pacifiquement, au moyen d'un arbitrage si besoin est.

Dans la mesure où la proposition des médiateurs était conforme à la Charte de l'OUA et au droit international, nous l'avons acceptée. L'Érythrée, elle, ne l'a pas acceptée. Entre-temps, l'OUA s'est saisie de l'affaire et à son dernier sommet, le 10 juin 1998, a demandé aux deux parties d'accepter les recommandations des médiateurs et de les mettre en application. Nous avons accepté la décision de l'OUA. L'Érythrée, elle, l'a rejetée. L'OUA a par ailleurs chargé la délégation de haut niveau d'examiner l'affaire et, à l'issue d'un processus qui a duré plus de six mois, la délégation a à son tour, le 7 novembre 1998, formulé une recommandation, laquelle était conforme à ces mêmes principes, à savoir que :

- 1) Les frontières coloniales sont intangibles;
- 2) Le différend frontalier ne doit en aucun cas être réglé par la force;
- 3) Lorsqu'un pays recourt à la force, le règlement pacifique du problème doit commencer par l'abolition des effets de l'agression et le retour au statu quo ante.

La recommandation de la délégation de haut niveau de l'OUA était conforme à tous les principes susmentionnés puisqu'elle disposait que l'Érythrée devait se retirer des territoires occupés, que l'administration éthiopienne qui était en place le 6 mai 1998 devait être rétablie et que le différend frontalier à l'origine du conflit devait être réglé par une délimitation de la frontière sur la base des traités coloniaux.

Nous avons une fois encore accepté la proposition qui nous était faite. J'ai adressé une lettre au Président de l'OUA pour lui faire savoir que nous acceptons officiellement la recommandation de la délégation de haut niveau.

L'Érythrée a donné quant à elle sa réponse définitive dans le rapport du Secrétaire général de l'OUA et en particulier dans l'additif au rapport, qui a été distribué aujourd'hui. Il semble une fois de plus que l'Érythrée ait opposé un refus. Cette fois, l'Érythrée a présenté son refus sous forme de 10 questions qu'elle a posées à la délégation de haut niveau et qui constituent au bout du compte un rejet de sa proposition.

Par conséquent, lorsque l'OUA examinera la question, elle devra le faire, comme l'a déclaré le Président, non seulement sur une base objective et neutre, mais aussi dans le respect de sa propre charte et de ses propres principes. C'est une position qui ne souffre pas d'exception et qui doit être adoptée qu'il s'agisse d'un différend entre l'Érythrée et l'Éthiopie ou d'un différend dans n'importe quelle autre région du monde.

Il y a une autre raison pour laquelle l'OUA doit insister pour que l'agression ne paie pas, pour que ce qui a été fait par la force soit défait avant que la paix ne soit rétablie, pour que l'on retourne au statu quo ante

/...

avant d'arrêter pacifiquement le tracé des frontières. Il y a une autre raison bien précise pour laquelle l'OUA doit insister pour que ces principes soient respectés, dans ce cas plus que dans tout autre.

L'Érythrée a cinq voisins, trois de ce côté-ci de la frontière et deux de l'autre côté de la mer Rouge. Elle est officiellement indépendante depuis bientôt cinq ans et, en cinq ans, voici comme elle a agi envers ses voisins :

a) Tout d'abord le Soudan. Vous le savez sans doute, nous avons un différend avec le Soudan. Nous avons un litige que nous avons porté devant l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. L'Érythrée, quant à elle, a déclaré officiellement et publiquement qu'elle était prête à armer quiconque voulait bien éliminer le Gouvernement soudanais. Je ne plaide pas la cause du Soudan, qui est tout à fait capable de défendre seul son point de vue. Mais nous avons un principe, nous avons une Charte qui dit qu'il n'appartient à aucun pays de modifier par la force des armes la composition du gouvernement d'un pays voisin. C'est là une violation caractérisée de la Charte, commise sans vergogne par l'Érythrée;

b) Ensuite le Yémen, de l'autre côté de la mer Rouge. Prenant une fois de plus prétexte de cette carte, le Gouvernement érythréen a envoyé ses troupes occuper l'île Hanish. De nombreux pays de la région sont intervenus et, en fin de compte, les deux pays ont accepté de régler le conflit par voie d'arbitrage, un membre du tribunal d'arbitrage étant nommé par l'Érythrée, le deuxième par le Yémen et le troisième étant un membre neutre. En fin de compte, le tribunal a décidé à l'unanimité, y compris le membre désigné par l'Érythrée, que cette île appartenait au Yémen;

c) Troisièmement, Djibouti. Le Gouvernement érythréen a fait paraître une nouvelle carte de son territoire qui incorpore une partie importante de Djibouti, a envoyé des forces attaquer plusieurs postes-frontières de police situés à Djibouti et a occupé temporairement cette partie du territoire djiboutien. Les pays de la région ont trouvé cette agression intolérable, ainsi que Djibouti bien entendu. Heureusement, Djibouti n'était pas seul dans sa lutte pour sa souveraineté; il avait des amis puissants; l'Érythrée s'est retirée à temps, avant que Djibouti et ses puissants amis soient obligés de réagir par la force. En quelques jours, nous avons pu désamorcer la crise;

d) Et maintenant l'Éthiopie. Ainsi, en cinq ans, quatre des cinq pays voisins de l'Érythrée ont donc été agressés et attaqués. Le seul à avoir été épargné jusqu'ici est l'Arabie Saoudite. On peut se demander d'ailleurs quand son tour viendra.

Il s'agit bien d'une ligne de conduite systématique, qui a dicté aussi l'attaque contre l'Éthiopie. Celle-ci n'est pas une anomalie, elle est conforme au comportement systématique de l'Érythrée, qui consiste à mépriser et à rejeter ouvertement les principes fondamentaux garants de relations civilisées entre les nations, à tirer d'abord et à discuter ensuite, à avoir une confiance aveugle dans sa force militaire et son invincibilité, et à croire que la force prime le droit.

Ceux qui ont demandé à l'Érythrée de modifier sa ligne de conduite ont été proprement éconduits.

L'OUA a chargé quatre chefs d'État et son Secrétaire général de nous aider à régler ce problème. Le premier à se retirer a été le Rwanda. On a fait clairement savoir au Gouvernement rwandais qu'on n'appréciait pas sa présence dans la délégation, et il s'est retiré.

La deuxième attaque a été pour le Secrétaire général de l'OUA. Le Gouvernement érythréen a, dans des déclarations publiques, mis en doute son intégrité. Ensuite, c'est Djibouti qui a dû se retirer. Bref, quatre des cinq voisins de l'Érythrée ont été agressés et trois des cinq membres de la délégation que vous avez désignée pour nous aider ont été pris à partie. C'est là un comportement inacceptable, qui est source d'instabilité constante pour la région.

Nous ne demandons pas à l'OUA de mettre ses principes en application uniquement parce qu'il s'agit de l'Éthiopie. Nous ne lui demandons pas de mettre ses principes en application pour un événement exceptionnel. Nous lui demandons de le faire parce qu'il s'agit d'un comportement systématique extrêmement dangereux, car il est fondé sur la conviction de l'Érythrée que son armée est invincible. Il procède de l'idée que celui qui tire d'abord et discute ensuite a de bonnes chances de s'en tirer impunément. Car après tout, l'Érythrée semble s'être bien tirée de toutes ses aventures – celle du Yémen, où elle a tiré d'abord et discuté ensuite; le tribunal a conclu que les Érythréens n'avaient aucun droit sur l'île Hanish et l'Érythrée a été quitte. Même chose avec Djibouti.

Les Érythréens espèrent peut-être sortir impunément aussi de leur litige avec l'Éthiopie. Si tel est le cas, s'ils s'en tirent impunément après avoir usé de leurs procédés habituels, convaincus que la force prime le droit et qu'aller envahir ses voisins présente bien des avantages, ils recommenceront à tourmenter la région, ils vous tourmenteront tous.

L'Organisation de l'unité africaine est notre ligne de défense avancée. Elle l'est pour chaque pays africain, parce qu'elle s'appuie sur une Charte adéquate et sur des principes qui lui permettent de régler les problèmes par des voies pacifiques. C'est pourquoi même le plus puissant des pays africains doit faire appel à l'OUA en cas de violation de sa souveraineté.

L'OUA peut aussi être une deuxième ligne de défense, ou même le dernier recours. Quand des pays puissants essaient de s'emparer de pays moins puissants, ceux-ci en appellent parfois à l'OUA en dernier ressort pour lui demander de défendre leur souveraineté. Quant à nous, nous considérons l'OUA comme notre première ligne de défense, la plus sûre et non comme un dernier recours.
